

## [Text]

been done, and there is a lot of interest in a workplace day care out at Tunney's Pasture. But the federal government seems to . . . The funds for those programs have dried up.

I would think that the federal government could also look at its own employees and look at subsidizing their costs locally, if they are not going to set up workplace day care. For instance, a certain amount per month toward subsidized day care or toward day care costs. Also the issue of parental leave, which is moving off day care and into the general needs of parents and their child care problems.

Presently, only some of the federal public service workers have paid maternity leave, the 17 weeks. That obviously should be immediately extended to all workers, but it should be broadened. The option I think we should be looking at is a good six months with an option of a longer maternity leave.

Also care for sick children, that should be expanded. Although I know federal public service workers have some rights in that area, I think five days a year is not often adequate for a child. Certainly if you are a single parent, it is not adequate. So I think the combination of workplace day care, exploring that option, subsidizing their employees and extended parental leave.

**Ms Mitchell:** Okay. You are suggesting this should be very optional too. You know, when funds are tight and so on, and there are other very heavy demands on available income, I just wondered whether . . . And if we accept the fact that the federal government should be playing really a leadership role and also if we accept the fact, as the government already has, that it is committed to employment equity, which requires day care, would you not feel that there should be something stronger, that there should be a really major leadership role required in some way of a federal department?

• 1010

**Ms Bertrand:** Certainly.

**Ms Mitchell:** Just leaving it to chance has not worked so far, as you have pointed out.

**Ms Bertrand:** I do not mean to suggest it would be optional. I certainly think they should see this as taking a leadership role, as you say, moving right into those areas. It is just the question of what is possible, and when we are discussing day care, we seem to come back to the possibles. As for the workplace day care, not every workplace is appropriate, so that would have to be examined. But as I said, a place like Tunney's Pasture is crying for a day care centre to be located out there. I think it would be full the next day.

**Ms Mitchell:** But your suggestion also is that, where there is not an actual day care facility that is co-sponsored in some

## [Translation]

fédéraux. On a fait des enquêtes dans ce secteur et l'on a constaté que les employés étaient très intéressés. Mais le gouvernement fédéral semble . . . il n'y a plus de fonds pour ces programmes.

En outre, je crois que le gouvernement fédéral pourrait s'occuper de ses propres employés et les subventionner localement, s'il ne crée pas de crèche en milieu de travail. Par exemple, on pourrait prévoir un certain montant mensuel pour subventionner les crèches ou pour couvrir les frais de garderie. Et puis, il y a aussi la question des congés de paternité et de maternité, même si elle doit nous éloigner du problème des crèches pour nous plonger dans celui que vivent les parents en général face à la garde de leurs enfants.

À l'heure actuelle, seuls quelques employés fédéraux bénéficient d'un congé de maternité ou de paternité de 17 semaines. De toute évidence, cette formule devrait être élargie immédiatement à tous les employés, et la durée devrait être rallongée. Je crois qu'on devrait envisager une période de six mois avec possibilité de prolongement.

On devrait également accorder plus de congés pour les cas de maladie dans la famille. Même si les employés de la fonction publique fédérale disposent déjà de certains droits, je crois que cinq jours, ce n'est pas suffisant. Dans tous les cas, ce n'est pas suffisant pour un père ou une mère qui élève seul son enfant. On doit donc s'orienter vers une combinaison garderie de jour, subvention des employés et augmentation du nombre de jours de congé de paternité ou de maternité.

**Mme Mitchell:** Bien! Vous pensez que tout cela devrait être facultatif. Vous savez, en période de restrictions budgétaires et de fortes demandes sur le plan fiscal, je me demande si . . . Et si nous acceptions le fait que le gouvernement fédéral doive effectivement assumer un rôle de commandement et que, comme il l'a fait, il s'engage à favoriser l'égalité d'emploi—qui nécessite l'ouverture de crèches—ne pensez-vous pas qu'il faudrait nous acheminer vers quelque chose de plus solide, que, d'une certaine façon, un ministère fédéral devrait se situer à l'avant-scène dans ce domaine?

**Mme Bertrand:** Certainement!

**Mme Mitchell:** Comme vous l'avez mentionné, le fait de laisser tout cela se faire au petit bonheur la chance n'a pas suffi.

**Mme Bertrand:** Je n'ai pas voulu dire que cela doit être facultatif. Je crois sincèrement que, dans ce domaine, les ministères devraient être à l'avant-scène, comme vous dites. Il est simplement question de voir ce qu'il est possible de faire, et lorsqu'on parle de crèche, il semble qu'on en revienne à cela. Comme tous les lieux de travail ne se prêtent pas à l'installation d'une crèche, c'est là une question qu'il faudrait analyser. Mais comme je l'ai dit, il est des lieux, comme Tunney's Pasture, où la demande pour ce genre de service est forte. Je suis sûre qu'une crèche, là-bas, serait remplie le jour suivant l'ouverture.

**Mme Mitchell:** Mais vous dites également que si le gouvernement fédéral, en sa qualité d'employeur, n'offre pas de